REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

*Du 29 août au 04 septembre 2023*

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.*

# 1. COI et ses projets

**1.1 Projet GPS : Conférence régionale.....2**
- COI : conférence régionale / gouvernance : la culture de la paix de l'Océan Indien au cœur des échanges
- Commission de l'océan Indien: promouvoir la paix et la stabilité durant le processus électoral

**1.2 Entrepreneuriat : ZNFA-OI.....4**
- Entrepreneuriat dans l'Océan Indien : Quels sont les principaux besoins de la région ?
- Des besoins divers pour les entreprises dans la région

**1.3 Sécurité maritime : MASE.....7**
- Pollution marine dans l'océan Indien : Le plan de contingence régional, à renforcer
- Lutte contre les risques de pollution marine dans l'océan Indien

**1.4 Catastrophes naturelles.....9**
- Réduction des risques de catastrophes : Des infrastructures et une urbanisation résiliente comme solution

# 2. Centres d'Intérêts

**2.1 Tourisme.....10**
- Tourisme à Maurice de janvier à juin 2023 : Arrivées record au premier semestre 2023

**2.2 Changement climatique.....11**
- Climat : Début du premier sommet africain, ce jour

**2.3 Coopération.....12**
- Comores-Afrique du Sud I Un accord portant mise en place d'une commission mixte
- Seychelles strengthen ties in health with Zambia and Rwanda |

**2.4 Economie.....14**
- Renganaden Padayachy met en exergue le soutien substantiel apporté par la Chine envers Maurice
- Développement – le numérique indispensable dans l'agriculture

**2.5 Société.....16**
- Musée intercontinental de l'esclavage — Le PM : "Pas le droit d'oublier la mémoire des esclaves"

# COI : Conférence régionale/gouvernance : La culture de la paix dans l'océan indien au cœur des échanges

**La commission de l'océan indien (COI) s'est réunie pour un séminaire d'échanges sur trois principaux thèmes. Il s'agit du rôle de la communauté internationale dans les processus électoraux, le rôle de la COI dans la diplomatie préventive et les mesures d'atténuation des risques dans l'organisation des élections.**




Cette conférence se veut surtout un lieu de rencontre, un espace de dialogue entre les participants, dont trois acteurs distincts et incontournables des élections, et ces conférenciers qui permettront des échanges autour des questions liées aux mandats des commissions électorales, de la liberté d'information, et le droit de participation. Des enjeux au cour des mandats et des responsabilités de tous ces acteurs et des opportunités pour renforcer la connaissance mutuelle, l'empathie et la culture de paix dans l'océan indien.

Selon le secrétaire général de la COI, P. Velayoudom Marimoutou, le projet gouvernance, paix et stabilité (GPS) s'inscrit non seulement dans la mise en œuvre des décisions de nos instances décisionnelles et du plan de développement stratégique qui renforce la mission de promotion de la paix et la stabilité régionale, mais dans un cadre de consolidation indianocéanie de paix.

« Cette conférence est donc un temps de débat et d'intelligence collective, qui pourrait initier une dynamique renforcée de promotion de la culture démocratique à l'heure où plusieurs de nos Etats membres se préparent à des nouvelles échéances électorales », a-t-il déclaré en vidéo conférence. Et lui d'ajouter : « il est ainsi heureux que nous puissions collaborer pleinement avec les membres du réseau électoral de l'océan indien (REOI) à cette fin ».

De son côté, l'ancien secrétaire général de cette organisation régionale de l'océan indien, Hamada Mmadi Bolero a rappelé qu'il n'y a pas de développement sans stabilité et que les processus électoraux sont à la fois un luxe et une absolue nécessité.

## Commission de l'océan Indien: promouvoir la paix et la stabilité durant le processus électoral

Une mission de la Commission de l'océan indien (COI), est dans nos murs, pour promouvoir la paix et la stabilité en cette période électorale, dans le cadre de son projet « Gouvernance, Paix et stabilité » en collaboration avec le Réseau électoral de l'océan Indien (REOI). la mission a pour objectifs de « Renforcer la connaissance des commissions électorales, des partis politiques, régulateurs de médias sur les cadres légaux électoraux et les procédures électorales prenant en compte les normes internationales et régionales dans le cadre du cycle électoral ».

A ce propos, une Conférence régionale se déroule depuis hier et jusqu'à vendredi à Ambodivona, avec la participation des différents acteurs, à l'instar de la Ceni, les partis politiques, les parlementaires mais aussi les médias, garants de la stabilité dans le pays avant, pendant et après le processus électoral et même après. Des séances d'échanges et de partages d'expérience vécue dans la région de l'océan indien durant les précèdent processus électoraux, sont au menu.

« Nous essayons de répondre et de matérialiser les dispositifs sur le droit de vote, l'égalité des candidats ou encore la liberté d'expression pour une couverture équilibrée », a indiqué le présidents du REOI, Mohammad Irfan Abdool Rahman.

A noter que le REOI est la première plateforme de partage entre les commissions électorales des Etats membres de la COI. « Nous espérons tirer profit des expériences des uns et des autres », a conclu, pour sa part, le président de la Ceni, Dama Arsène Andrianarisedo.

### Lire aussi :

- https://newsmada.com/2023/08/31/liste-des-electeurs-omis-10-000-requetes-deposees-au-tpi/
- https://www.nation.sc/articles/19179/confrence-dela-coi--madagascarconfrence-dela-coi--madagascar

### Voire la vidéo : **conférence régionale :**

- https://www.youtube.com/watch?v=kTUkeAAYYyg

# Entrepreneuriat dans l'Océan Indien : Quels sont les principaux besoins de la région ?



L'équipe du programme « Entrepreneuriat et facilitation des affaires dans l'Océan Indien » (ENFA-OI), porté par la Commission de l'Océan Indien (COI) et l'Union européenne, a organisé un atelier de restitution de l'état des lieux de l'entrepreneuriat dans l'Océan Indien mettant en lumière les réels besoins des acteurs.
Cet état des lieux a porté sur les secteurs des plantes médicinales et cosmétiques, des produits de la mer et du tourisme.
Le diagnostic a concerné les organismes d'appui et centres de formation ainsi que des *start-ups* et des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un accent sur les entreprises dirigées par les femmes et les jeunes, aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles. Il en ressort que les besoins des entrepreneurs de la région concernent principalement :
- Un accès facilité au financement, à la formation et aux informations relatives aux différents marchés ;
- Un accompagnement approfondi (mentorat) pour le lancement et la gestion durable d'une entreprise, plus particulièrement pour les femmes et jeunes souvent désavantagés dans le monde de l'entrepreneuriat ;
- La sensibilisation aux concepts d'économie bleue, verte et circulaire en lien avec les filières prioritaires du Programme (plantes médicinales et cosmétiques, des produits de la mer et du tourisme) ;
- Le renforcement du dialogue public-privé ;
- L'amélioration de la compétitivité économique régionale.
« Le programme ENFA-OI traduit notre volonté de développer de nouveaux leviers de croissance économique dans une démarche de renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans nos Etats membres.

Cette action cible prioritairement les femmes et les jeunes de nos îles qui sont des acteurs clés dans le tissu économique de nos territoires », a souligné, Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien. Pour Florence Van Houtte, cheffe d'équipe de coopération de la délégation de l'Union européenne : « En tant que projet régional, ENFA-OI pourra aussi apporter une valeur ajoutée spécifique en termes de synergies commerciales, partage des innovations technologiques, et échanges de bonnes pratiques entre filières dans les 4 états membres de la COI concernés ».

Ce premier diagnostic a permis de poser les jalons des actions à venir du programme ENFA-OI, en accord avec les réels besoins émis par les acteurs régionaux. Le programme ENFA-OI mettra ainsi en œuvre des activités de renforcement des capacités des organismes d'appui et associations professionnelles du secteur privé, des MPME des filières susmentionnées. Il vise également la facilitation des échanges entre les entreprises de la région, la diffusion de bonnes pratiques, la mise en place d'un cadre de concertation des organismes d'appui ou encore l'organisation d'un concours régional de pitch pour les *start-ups* des secteurs concernés.

La restitution du diagnostic s'est déroulée dans les locaux de la COI, en présence de représentants des ministères chargés du commerce, de l'industrie ou de l'entrepreneuriat, d'institutions d'appui et centre de formation, d'experts, chefs d'entreprises ou encore d'associations professionnelles du secteur privé des États membres de la COI.

La Gazette des Comores

ÉTAT DES LIEUX DES ENTREPRISES DE LA COI

# Des besoins divers pour les entrepreneurs de la région

***Les travaux sur l'état de lieux de l'entreprenariat dans l'Océan indien ont été restitués aux responsables de l'organisation indianocéanique par l'équipe du programme «Entrepreneuriat et facilitation des affaires dans l'océan Indien». Un projet, porté par la Commission de l'océan Indien et l'Union européenne.***

C'est au siège de la Commission de l'Océan indien (COI) où s'est déroulé l'atelier de restitution sur l'état des lieux de l'entrepreneuriat dans l'océan Indien. Ces études permettent de mettre en lumière, les réels besoins des acteurs dans le domaine de l'entreprenariat. Cet état des lieux a porté sur les secteurs des plantes médicinales et cosmétiques, des produits de la mer et du tourisme. Le diagnostic a concerné les organismes d'appui et centres de formation ainsi que des start-ups et des micros, petites et moyennes entreprises (MPME), avec un accent sur les entreprises dirigées par les femmes et les jeunes, aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles.

Les études font ressortir des divers besoins pour les entrepreneurs de la région. Ils concernent entre autres - un accès facilité au financement, à la formation et aux informations relatives aux différents marchés - un accompagnement approfondi (mentorat) pour le lancement et la gestion durable d'une entreprise, plus particulièrement pour les femmes et jeunes souvent désavantagés dans le monde de l'entrepreneuriat - la sensibilisation aux concepts d'économie bleue, verte et circulaire en lien avec les filières prioritaires du Programme (plantes médicinales et cosmétiques, des produits de la mer et du tourisme) - le renforcement du dialogue public-privé - l'amélioration de la compétitivité économique régionale.



« Le programme ENFA-OI traduit notre volonté de développer de nouveaux leviers de croissance économique dans une démarche de renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans nos Etats membres. Cette action cible prioritairement les femmes et les jeunes de nos îles qui sont des acteurs clés dans le tissu économique de nos territoires », a souligné, Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI.

« En tant que projet régional, ENFA-OI pourra aussi apporter une valeur ajoutée spécifique en termes de synergies commerciales, partage des innovations technologiques, et échanges de bonnes pratiques entre filières dans les 4 états membres de la COI concernés », a déclaré, Florence Van Houtte, cheffe d'équipe de coopération de la délégation de l'Union européenne. Ce premier diagnostic a permis de poser les jalons des actions à venir du programme ENFA-OI, en accord avec les réels besoins émis par les acteurs régionaux, d'après un communiqué de presse publié à l'issue de l'atelier.

Le programme ENFA-OI mettra ainsi en œuvre des activités de renforcement des capacités des organismes d'appui et associations professionnelles du secteur privé, des MPME des filières susmentionnées. Il vise également la facilitation des échanges entre les entreprises de la région, la diffusion de bonnes pratiques, la mise en place d'un cadre de concertation des organismes d'appui ou encore l'organisation d'un concours régional de pitch pour les start-ups des secteurs concernés.

**Maoulida Mbaé**

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

# Pollution marine dans l'océan Indien : Le plan de contingence régional, à renforcer



La réunion a vu la participation de plusieurs Etats membres de la COI

**Plusieurs parties prenantes régionales et nationales se sont réunies les 29 et 30 août derniers à Maurice dans le cadre de la lutte contre les risques de pollution marine.**

Disposer de cadres agréés de coopération régionale, plus particulièrement dans une zone littorale et insulaire. Tel est l'un des objectifs principaux de la réunion qui s'est tenue à l'île Maurice les 29 et 30 août derniers. Une réunion aux enjeux stratégiques, compte tenu des risques de pollution dans une zone vaste et empruntée que le sud-ouest de l'océan indien, a été organisée par la Commission de l'océan Indien. Divers acteurs régionaux et internationaux ont participé à la rencontre afin de renforcer la réponse commune et coordonnée des États de la région pour faire face à d'éventuels incidents de pollution marine. Ce, dans la mesure où les conséquences de tels incidents dépassent les frontières nationales. Organisée dans le cadre du programme de sécurité maritime « *MASE* », mis en œuvre par la commission en question, la réunion a été menée sous le financement de l'Union Européenne. L'événement des 29 et 30 août derniers s'inscrit ainsi dans la logique de l'exercice de simulation régionale de pollution marine (WIOPOLREX), organisé par les Centres régionaux de coordination des opérations (CRCO) et de Fusion de l'information maritime (CRFIM).

**Plan**

« Un exercice de terrain de simulation de pollution marine sera prochainement organisé à Maurice dans le but de tester le mécanisme de coordination régionale ». C'est ce qu'on a avancé lors de cette réunion. Celle-ci a d'ailleurs été l'occasion pour les parties prenantes de discuter et de réfléchir collectivement sur « le niveau de préparation et la capacité de réponse de la région face aux risques de pollution maritime ». Les participants de cette réunion ont ravivé la discussion sur le mécanisme de coopération régionale adossée au Plan de contingence régional en matière de pollution marine et défini les rôles et responsabilités de chaque acteur au niveau national et régional dans ce mécanisme. Un tel événement est important pour l'Etat insulaire qu'est Madagascar compte tenu de sa position et des risques de pollution marine aussi bien dans l'océan Indien que dans le canal de Mozambique.

**José Belalahy**

## Lutte contre les risques de pollution marine dans l'océan Indien

Consultation des parties prenantes régionales et nationales pour renforcer le plan de contingence régional

**La Commission de l'océan Indien (COI) a mené une consultation avec les acteurs régionaux et internationaux pour renforcer la réponse commune et coordonnée des Etats de la région face aux potentiels incidents de pollution marine. Cette réunion est organisée dans le cadre du programme de sécurité maritime « MASE » mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne.**

Face aux risques de pollution en mer dont les conséquences dépassent les frontières nationales, il est essentiel de disposer de cadres agréés de coopération régionale plus particulièrement dans une zone littorale et insulaire aussi vaste et empruntée que le Sud-Ouest de l'océan Indien.

La réunion de consultation régionale, s'inscrit dans le mandat de protection de l'environnement du programme MASE de la COI et vient aussi en appui à la mise en œuvre du Plan de contingence régional sous l'égide de la Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et le développement de l'environnement marin et côtier dans l'océan Indien occidental.

Les objectifs majeurs de la réunion ont été les suivants :

- Engager des discussions et des réflexions collectives sur le niveau de préparation et la capacité de réponse de la région face aux risques de pollution maritime,
- Raviver la discussion sur le mécanisme de coopération régional adossé au Plan de contingence régional en matière de pollution marine et définir les rôles et responsabilités de chaque acteur au niveau national et régional dans ce mécanisme

« *Les incidents de pollution maritime ne peuvent être traités par un seul pays, c'est pourquoi cette consultation encourage l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux à y apporter leur contribution* » a souligné M. Raj Mohabeer, Chargé de mission économie, intérêts insulaires, connectivité et sécurité maritime à la Commission de l'océan Indien. **Suite de l'article**

## Lire aussi :

- https://www.zinfos974.com/securite-maritime-front-commun-face-aux-risques-de-pollution-marine-dans-locean-indien/
- https://imazpress.com/actus-reunion/face-a-la-pollution-marine-les-acteurs-regionaux-et-internationaux-se-reunissent
- https://freedom.fr/securite-maritime-front-commun-face-aux-risques-de-pollution-marine-dans-locean-indien/

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

## Réduction des risques de catastrophes : Des infrastructures et une urbanisation résiliente comme solution



La vulnérabilité des infrastructures routières après le passage d'événements climatiques majeurs n'est plus à démontrer à Madagascar.

**La Commission de l'Océan Indien (COI) et l'agence humanitaire australienne (RedR) se sont unies pour renforcer les capacités régionales d'adaptation face aux catastrophes naturelles qui touchent la région.**

Un partenariat focalisé principalement sur les risques climatiques liés aux infrastructures et à l'urbanisation des îles (inondations…). C'est ce qui définit le mieux la collaboration entre les deux entités dont la mise en œuvre consiste au déploiement, par le gouvernement australien, d'un expert afin de consolider les plans d'action sur le climat des pays membres de la Commission de l'Océan Indien. Le partenariat se manifeste également par le renforcement de la résilience des communautés et l'intégration de l'adaptation et de l'atténuation des effets du dérèglement climatique dans les politiques publiques d'aménagement du territoire. Si cette collaboration est complémentaire des autres initiatives en cours et menées par la commission, elles le sont également des actions déjà mises en œuvre dans la Grande île. En effet, le pays comptabilise quelques acquis en la matière. L'existence du guide « *pour la réalisation d'étude et d'inspection détaillée des ouvrages d'art routiers visant le renforcement de la résilience des infrastructures face aux aléas climatiques à Madagascar* » est un bon exemple. **Suite de l'article**

**Lire aussi :**

- https://www.minorityvoice.info/2023/08/28/catastrophes-naturelles-la-coi-et-redr-sunissent-sur-ladaptation-des-pays-membres-face-aux-catastrophes-naturelles/

# Tourisme à Maurice de janvier à juin 2023 : Arrivées record au premier semestre 2023



Photo d'illustration

La France ouvre la voie, alors que les voyages et le tourisme international rebondissent

Maurice, célèbre pour ses plages immaculées et sa culture dynamique, a connu une résurgence remarquable des voyages et du tourisme internationaux au cours du premier semestre 2023, marquant une nette reprise face aux défis posés par la pandémie de Covid -19 les années précédentes. Selon les dernières données publiées par le gouvernement, le pays a connu une augmentation des arrivées et des départs de passagers, la France demeurant le principal contributeur à ce rebond remarquable.

En comparant le premier semestre de 2023 à la même période de 2022, les statistiques révèlent une augmentation marquante du nombre total d'arrivées de passagers, passant de 493 453 à un chiffre impressionnant de 813 790. Cette hausse remarquable est attribuée à une augmentation substantielle du nombre de touristes visitant le pays, qui est passé de 376 556 à 596 466. Parmi ces touristes, la majorité est arrivée par avion, leur nombre passant de 375 246 à 589 305. En outre, le premier semestre 2023 a été témoin d'une augmentation significative du nombre d'excursionnistes, c'est-à-dire des personnes visitant et partant le même jour, passant de 1 134 à un nombre incroyable de 13 484.

Le tourisme de croisière met les voiles

Un point marquant du rapport est la résurgence du tourisme de croisière, avec 14 navires de croisière ayant rejoint Port-Louis au cours du premier semestre 2023. Ces navires ont transporté un total de 21 986 croisiéristes, dont 5 280 touristes, 9 204 excursionnistes, 29 résidents mauriciens et 7 473 membres d'équipage. Ce regain d'intérêt pour le tourisme de croisière est un signe prometteur pour les secteurs de l'hôtellerie et du tourisme du pays. **Suite de l'article**

## Lire aussi :

- https://inside.news/actualites/secteur-du-tourisme-un-protocole-daccord-a-ete-signe-entre-maurice-et-linde/

## Climat : Début du premier sommet africain, ce jour

Nairobi, Kenya accueille, ce jour, le premier Sommet africain sur le climat. Se déroulant du 4 au 6 de ce mois, l'événement aborde la thématique « *promouvoir la croissance verte et les solutions de financement du climat pour l'Afrique et le monde* » en ayant comme ambition d'être « *une plateforme pour explorer des idées novatrices, échanger des connaissances et catalyser des actions concrètes qui auront un impact tangible sur la planète* ». Le sommet, organisé par la Commission de l'Union Africaine et le gouvernement kényan se déroule en parallèle de la semaine africaine du climat. Plusieurs hautes personnalités mondiales participeront aux trois jours du sommet. Une vingtaine de dirigeants et responsables des pays d'Afrique et du monde dont Antonio Guterres, le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le Sommet se veut également d'arriver à aboutir à « *un langage commun sur le développement et le climat* ».

### Victimes

L'Afrique subit de plein fouet l'impact des bouleversements environnementaux sur la santé. C'est ce que nous révèle le groupe d'experts international sur le changement climatique. Une augmentation de 63% des épidémies de zoonoses ont été constatés en Afrique durant la dernière décennie par comparaison à la décennie 2001-2011. Allier la santé et le changement climatique est un impératif urgent pour beaucoup de partenaires africains. Ces derniers ont « *rappelé que la santé doit faire partie intégrante des négociations mondiales visant à relever les défis sanitaires découlant des effets dévastateurs du changement climatique* ». C'est dans cette optique qu'un atelier régional a été organisé par plusieurs parties prenantes du 22 au 24 août dernier au Malawi. Définir une position africaine commune était le mot d'ordre de cet atelier qui a vu la participation de plusieurs organisations telles que Amref Health Africa, le gouvernement du Kenya, du Malawi, l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (Pacja), l'Institut africain des politiques de développement (Afidep) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Faisant partie de l'Afrique et vivant l'impact du changement climatique, Madagascar ne devrait pas manquer un tel événement compte tenu des enjeux représentés. La question de la présence malgache au premier Sommet africain sur le climat se pose.

## Comores-Afrique du Sud I Un accord portant mise en place d'une commission mixte

Chamsoudine Said Mhadji



**La ministre des Affaires étrangères sud-africaine, Naledi Pandor, a rencontré le président Azali Assoumani après une rencontre avec son homologue comorien. Les deux chefs de la diplomatie ont signé l'Accord portant mise en place de la Commission mixte entre l'Union des Comores et la République d'Afrique du Sud.**

La coopération entre Moroni et Johannesburg prend un nouvel élan. Les relations d'amitié entre le président de l'Union des Comores, président en exercice de l'Union africaine, Azali Assoumani et son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, jouent un rôle d'accélérateur dans le renforcement de la coopération entre les deux pays. Six jours après le sommet des Brics en Afrique du Sud, la cheffe de la diplomatie sud-africaine a effectué une visite aux Comores, vendredi dernier. Elle a rencontré son homologue comorien, Dhoihir Dhoulkamal, avant d'être reçue par le chef de l'Etat au palais de Beit-Salam. Son séjour aux Comores a été marqué par la signature de l'accord portant mise en place de la Commission mixte entre l'Union des Comores et la République d'Afrique du Sud, signé par les deux ministres.

### La coopération entre Moroni et Johannesburg

Lors de leurs échanges, les deux ministres se sont félicités «des bonnes relations d'amitié et de coopération qui unissent les deux pays depuis des décennies et qui se renforcent davantage». Dans un entretien accordé à la presse, peu après la rencontre entre la délégation sud-africaine et le chef de l'Etat Azali Assoumani à Beit-Salam, Dhoihir Dhoulkamal a indiqué que «la visite de la ministre sud-africaine aux Comores est un pas vers le développement d'un partenariat bilatéral, en vue de raffermir les liens de coopération touchant différents secteurs». **Suite de l'article**

## Seychelles strengthen ties in health with Zambia and Rwanda |02 September 2023



**Health Minister Peggy Vidot with Health Minister Sylvia Masebo of Zambia (Photo: Contributed)**

Health Minister Peggy Vidot met her Zambian and Rwandan counterparts on Thursday August 31, 2023 in Botswana, on the side-lines of the 73rd Regional Committee of the Africa region of the World Health Organisation, to initiate new collaborations.

With the Zambian Minister of Health, Sylvia Masebo, Minister Vidot agreed to expedite the signing of a memorandum of understanding (MoU), through diplomatic channels, to facilitate Zambian health professionals to work in Seychelles as early as possible.

The MoU will also allow Seychellois health professionals to be trained in Zambia. Seychelles has a lack of health professionals while Zambia has a surplus.

Discussions have been ongoing between the two sides since early this year for the recruitment of doctors.

"With the MoU, Seychelles stands to benefit from a broader scope of cooperation, sharing of best practicnd capacity building," said Minister Vidot.

Discussions with the Rwandan Minister of Health, Dr Sabin Nsanzimana, is a follow up to the MoU signed with Rwanda in June this year during the state visit of Rwandan President, Paul Kagame.

Minister Vidot and her Rwandan counterpart agreed to the visit of a delegation from the Seychelles Ministry of Health to Rwanda for Seychelles to gain deeper insight into the health training facilities, the primary health care system and the use of electronic health information system there, among others.

Collaboration between Seychelles and Rwanda and Zambia represents a new approach of the Seychelles Ministry of Health to collaborate more with high performance developing countries.

## Renganaden Padayachy met en exergue le soutien substantiel apporté par la Chine envers Maurice




Un forum de coopération entre Maurice et la Chine s'est ouvert le 31 août à l'Intercontinental Mauritius Resort à Balaclava, en marge de la première commission mixte de l'Accord de libre-échange (ALE) entre Maurice et la Chine. Ce forum vise à diffuser des informations sur l'ALE, à discuter des moyens de développer les entreprises et à réfléchir aux stratégies que Maurice et la Chine peuvent développer et mettre en œuvre afin de tirer parti de l'ALE, à la fois en termes de commerce et d'investissement. Le ministre des Finances, de la planification économique et du développement, le Dr Renganaden Padayachy, était présent lors de cet événement.

Renganaden Padayachy a souligné le soutien substantiel dont Maurice a bénéficié de la part du gouvernement chinois ces dernières années en termes d'assistance financière et technique, y compris des subventions, des prêts sans intérêt et des prêts préférentiels de la China Exim Bank, ainsi qu'une assistance technique dans un certain nombre de secteurs prioritaires tels que la santé, l'agriculture, le logement social, la sécurité et le transport aérien. Il a également rappelé que depuis l'entrée en vigueur de l'ALE, Maurice a délivré 302 certificats d'origine dans le cadre de cet accord, pour une valeur à l'exportation de plus de Rs 750 millions. L'accord de libre-échange permet aux entreprises mauriciennes d'exporter 8 227 produits en franchise de droits vers la Chine pour ses 1,4 milliard de consommateurs.
Le ministre des Finances a en outre souligné que les exportations totales en 2019 s'élevaient à Rs 78,8 milliards. Selon Statistics Mauritius, les exportations totales pour 2023 devraient atteindre Rs 110 milliards, soit une croissance de 7,8 % par rapport à 2022.

# DÉVELOPPEMENT – Le numérique indispensable dans l'agriculture




***Le ministère de l'Agriculture et de l'élevage, ainsi que le Farming and Technology for Africa (FTA) ont signé une convention de partenariat dans le but de donner un coup d'accélérateur au processus de mise à jour de la stratégie de vulgarisation agricole.***

Une autre paire de manche. Pallier le manque de vulgarisateurs agricoles mais aussi améliorer les rendements dans une grande partie de la chaîne de valeurs pour le secteur agricole. Ce sont là, des objectifs fixés par le ministère de l'Agriculture et de l'élevage à travers la signature d'une convention de partenariat entre ce département et le Farming and Technology for Africa (FTA), jeudi à Anosy. Une collaboration qui permettra entre autres, de faire bénéficier au secteur agricole des expertises de la FTA. Notamment dans le domaine du numérique, à travers l'échafaudage d'un système de base de données et l'intégration de nouveaux concepts numériques pour pouvoir accélérer la modernisation de ce secteur d'activités dans la Grande île. Pour ce faire, les parties prenantes du contrat avaient opté pour deux axes principaux dans la mise en œuvre de cette réactualisation de la stratégie de transformation agricole. La première phase consiste à créer la plateforme « rohyfambolena », concrètement une base de données intégrée à un système d'information géographique (SIG). Cet outil pourra faciliter la collecte et la distribution d'informations par rapport aux données sur le terrain, une mine d'information qui servira justement aux techniciens mais aussi aux producteurs eux-mêmes. L'autre outil consiste à renforcer les communications entre les différents acteurs de cette nouvelle stratégie de vulgarisation agricole. Entre autre, établir des contacts par le biais de courriers électroniques ciblés.

***Proximité***

Pour Harifidy Ramilison, ministre de l'Agriculture et de l'élevage, si Madagascar veut engager un processus de modernisation efficace dans le secteur agricole, le numérique est un atout de taille. Notamment en ce qui concerne la vulgarisation agricole, un outil incontournable qui est censé réunir des services qui fournissent des conseils techniques aux agriculteurs dans le but d'améliorer leur rendement. Les lacunes sont palpables, notamment en termes de ressources humaines pour se lancer dans cette aventure. « À Madagascar, nous avons un vulgarisateur pour 4 250 producteurs alors que, normalement, on devrait avoir un vulgarisateur pour cinq cents producteurs, selon la Banque Mondiale, d'où l'intérêt de cette convention afin de booster l'effort de vulgarisation agricole à Madagascar grâce à l'innovation numérique « , avait annoncé Harifidy Ramilison. Ainsi, pour rééquilibrer ce ratio, la mise à jour de la stratégie de vulgarisation agricole s'avère être une démarche nécessaire pour totalement faire bénéficier le secteur de toutes les avancées du numérique, que ce soit en termes de base de données ou encore de services de proximité.

# Musée intercontinental de l'esclavage — Le PM : "Pas le droit d'oublier la mémoire des esclaves"



Tournant historique dans l'histoire de Maurice, vendredi dernier, avec l'inauguration officielle du musée de l'Esclavage intercontinental. Un projet de longue date recommandé par la Commission Vérité et Justice qui se concrétise au coût d'un investissement de Rs 105M. La cérémonie d'ouverture de ce musée, situé dans l'ancien hôpital militaire de Port-Louis, a été présidée par le Premier ministre, Pravind Jugnauth, en présence de nombreuses personnalités, dont le vice-président de la République, Eddy Boissézon, le ministre de la Culture, Avinash Teeluck, le président du comité scientifique du musée, Benigna Zimba, ainsi que des membres de la famille Froberville, qui ont offerts des éléments historiques à la collection du musée. Le nouvel évêque de Port-Louis, Jean-Michaël Durhône, a également assisté à cet événement significatif.

Le Premier ministre, dans son discours inaugural, a souligné la souffrance et les sacrifices endurés par les esclaves tout au long de l'histoire. Il a rappelé que le Code Noir — législation oppressive qui réglait tous les aspects de la vie des esclaves, avait été appliqué à Maurice. Pravind Jugnauth a également noté que les enfants des esclaves libérés étaient considérés comme esclaves eux-mêmes si leur mère était encore en servitude, mettant en évidence l'inhumanité de cette période. Cependant, depuis, le pays a réalisé de nombreux progrès en matière de liberté, de démocratie et de droits de l'homme a souligné le chef du gouvernement, insistant dans la foulée sur l'importance de transmettre aux générations futures la connaissance des conditions dans lesquelles leurs ancêtres avaient vécu. "À travers ce musée, nous exprimons notre